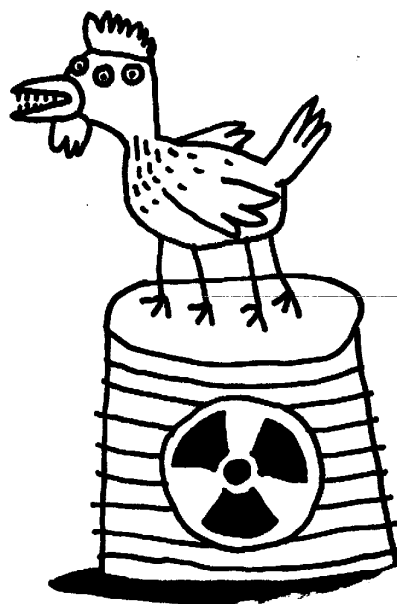




n° 3 – 26 mai 2000

Duplication libre
Ne pas jeter sur la voie publique



Bulletin de liaison des sites opposés à l'enfouissement des déchets radioactifs

ni ici
ni ailleurs

Mais il faut bien les mettre quelque part :

"Quand votre baignoire déborde, que faites vous d'abord, essayez-vous d'éponger, ou commencez-vous par fermer le robinet ?" La Clade (Limousin)

Bien profond est publié par la **Coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement des déchets radioactifs** - 33 rue du Port 55000 Bar-le-Duc - bure@altern.org - www.altern.org/bure

Bien profond, 285 av. de Verdun 46400 Saint-Céré
www.multimania.com/bienprofond
e-mail : bienprofond@free.fr

La charte de Neuvy-Bouin :

- vu la production et l'accumulation des déchets radioactifs,
- vu les risques qu'ils font peser sur la santé et l'environnement,
- vu le concept de l'enfouissement, moralement inacceptable, qui bafoue le principe de précaution,
- vue l'absence de réponses scientifiques et techniques crédibles à la gestion des déchets nucléaires dans le monde entier

La Coordination nationale des collectifs citoyens contre l'enfouissement des déchets radioactifs,

- Exige l'abandon de tout projet d'enfouissement de déchets radioactifs, et en tout premier lieu l'arrêt immédiat du laboratoire d'enfouissement de Bure,
- Exige l'abrogation de la loi du 30 déc. 1991 et de tous ses décrets d'application,
- Exige la décision immédiate de l'arrêt de la production de tous déchets radioactifs et de leur retraitement, donc la sortie du nucléaire civil et militaire.

Cette charte a été établie le 29 avril 2000 à Largeasse (79) lors de l'Assemblée générale de la Coordination Nationale des collectifs contre l'enfouissement des déchets radioactifs où presque tous les sites, granite et argile, étaient représentés. Elle a été adoptée par la majorité des membres présents. Tout collectif qui la ratifie peut adhérer à la Coordination. Merci aux associations Granit et CAD pour leur accueil.

Monsieur le premier ministre

"Ces derniers mois ont vu l'activation d'une ferme opposition des populations au projet de recherche d'un nouveau site de qualification en vue de l'implantation d'un "laboratoire" d'enfouissement des déchets nucléaires en couches granitiques. La Mission collégiale chargée de trouver des départements candidats à la réalisation de tels projets a été véritablement contestée sur le terrain, tant sur la façon dont elle entend mener la consultation des populations et des élus que sur le fond, c'est-à-dire l'installation d'un futur centre de stockage nucléaire dans les régions pressenties. Les nouvelles méthodes employées - envoi des volumineux dossiers de l'Andra à chaque élu, invitation personnelle aux élus et représentants associatifs à venir les rencontrer à Paris, secrètes tentatives de consultation de certaines instances locales - ne peuvent occulter le net refus de ces projets par les citoyens des zones concernées ainsi que par bon nombre de leurs élus et de certaines instances où ils siègent (ce trains conseils généraux, conseils régionaux, et des centaines de communes).

La construction d'un premier "laboratoire" de Bure en Meuse, consécutive à la signature du décret d'août 1999, n'a pas éteint les mouvements d'opposition locaux. Un mouvement national de contestation commence à se cristalliser autour de celui-ci, mouvement qui pourrait devenir européen.

Le rejet depuis les années 1980 de toutes les tentatives d'enfouissement des déchets résultant de plusieurs dizaines années d'activités nucléaires est bien réel, et il doit être sérieusement et rapidement pris en compte par votre gouvernement. La loi du 31 décembre 1991 est inapplicable.

Samedi 27 mai, dans vingt préfectures en France, seront déposées plus de 300 000 signatures de pétitions, expressions de préoccupations citoyennes et légitimes qu'il faut dès maintenant prendre en considération.

Nous sollicitons de votre part une entrevue avec une délégation de la Coordination Nationale des collectifs contre l'enfouissement (région de Bure et régions concernées par les projets granitiques et le projet d'entreposage du Gard), et ce avant l'été, avant le terme que vous avez fixé à la Mission Granit et avant que commence l'occupation cet été devant le chantier de l'Andra à Bure.

Nous souhaitons vous faire part de nos analyses de la situation actuelle, des raisons de nos refus de stockage souterrain, ainsi que de nos positions.

L'abrogation de la loi du 31 décembre 1991 est incontournable ainsi que de tous ses décrets d'application (décrets en date du 3 août 1999 et un arrêté de novembre qui a décidé de la composition de la Mission collégiale).

Nous voulons également aborder la question de la production de ces déchets radioactifs. Il est en effet plus que temps d'amorcer et de construire le débat autour de la politique énergétique nationale et de la prédominance de l'énergie nucléaire. Celle-ci génère des déchets pour lesquels il n'existe aucune solution satisfaisante quant à leur gestion.

Souhaitant une réponse favorable et rapide à notre demande, nous vous prions de bien vouloir agréer, monsieur le Premier Ministre, l'expression de nos sincères salutations."

Jeudi 25 mai 2000

Corinne François,
présidente de la Coordination Nationale des collectifs
contre l'enfouissement des déchets radioactifs

nouvelles du front

Le site de Neuvy-Bouin, haut lieu de résistance (87/90) a invité les collectifs de tous les sites à exposer leur situation

■ 1 - Athis (Orne)

Le Collectif citoyen normand "le nucléaire et ses déchets : non merci" compte à peu près 500 adhérents (Bruno Bertoli) : La Basse-Normandie, région sacrifiée s'il en est sur l'autel du progrès atomique, ne veut pas d'un énième site nucléaire sur ses terres, ni ailleurs. Le mouvement de protestation s'inscrit dans le problème sous-jacent de La Hague. Actuellement avec la demande d'extension les écologistes sont sur la brèche. La 1^{re} réunion publique contre l'enfouissement a réuni environ 1.000 personnes. Les élus ont vite pris position et prônent la sortie du nucléaire, même les communistes. La période électorale y est pour quelque chose. Un collectif d'élus a vu le jour - avec une fédération d'associations et de syndicats, ils pensent avoir une position forte. Le 16 avril, près de 5.000 personnes de tous âges, de tous bords politiques, ruraux, urbains... ont manifesté sous des trombes d'eau à Athis. Le lendemain, le CESR a failli rencontrer la Mission Granite. La Région ne s'est pas encore prononcée.

■ 2 - Avrille (Vendée)

Association Citoyenne contre l'enfouissement des déchets radioactifs en Vendée et ailleurs (Philippe Marchal) : L'ensemble des élus, même le maire de la commune, a voté à l'unanimité contre. Une motion a été immédiatement présentée par Philippe de Villiers. 60 adhésions ont été prises depuis le 3 mars. Dans le département, les Verts ont reçu des instructions pour ne pas suivre le mouvement (le responsable vert en Vendée est le chargé de mission de Dominique Voynet).

■ 3 - Dinan (Côtes d'Armor)

Le Collectif anti-déchets - CADRA - existe depuis début mars et a déjà réuni 350 adhérents et 32.000 signatures (Gilles Bourriou) : Une manifestation à Dinan le 18 mars a réuni 2.000 personnes. Pour l'instant, la majorité des municipalités s'est prononcée contre (50/60) - ainsi que les communautés de communes (4/6) et les conseillers généraux (5/6). Les Conseils Général et Régional ne se sont pas encore prononcés. Les élus, même après avoir pris position, se montrent peu dans les manifestations. Il leur est demandé d'adhérer au collectif pour qu'ils s'engagent.

■ 4 - Huelgoat (Finistère)

Les élus ont réagi vite avec unanimité dans les communes du site (sauf deux). Le Collectif compte entre 60 et 100 adhérents. Quelques élus assistent et informent, disant que les rencontres avec la Mission se feraient sur Paris. Les Conseils Général et Régional n'ont pas encore délibéré mais le Collectif va le demander. Ce site a déjà connu un projet de ce type en 1984-85. L'absence de transparence et les incertitudes sur les déchets du démantèlement de Brennilis ont déjà sensibilisé la population.

Ven. 26 mai : Conférence débat à Douamenez à 20h30, maison Charles Tillon - rue A. France avec Maryse Arditi, porte parole des Verts et Docteur en physique nucléaire, Marie Nicolas, professeur de biologie et Gérard Borvon, Président Verts Bretagne. Organisée par le groupe des Verts de Douamenez, Pays bigouden Cap Sizun. Contact : Nicole Le Gall, 06.80.87.85.55

■ 5 - Izé (Mayenne)

Mouvement de Défense du Massif d'Izé (JP Seingier) : Après la fuite annonçant les sites, il y a eu une 1^{re} manifestation de 500 personnes lors d'une visite de Chiraq et une 2^e à Laval avec 5.000 personnes lors de la visite de la Mission Granite au Conseil Général. Le 13 mars à Bais, la Mission a reçu un accueil méritable, puisqu'elle a dû rester dans son véhicule de 18h à 5h du matin, avant d'être escortée à la limite du département. Le Conseil Général a pris partie contre l'enfouissement. Les 52 associations (une par commune) réunissent 10.000 adhérents (sur 250.000 habitants).

Le COEDRA Maine (Patrice Poupinet) : Les associations communales ont incité les élus à prendre position contre. La manif à Laval a permis d'obtenir une session extraordinaire du Conseil Général une semaine après. J. Arthuis qui a des compétences sur le dossier, et F. d'Aubert qui a demandé un débat à l'Assemblée Nationale en reprochant au Gouvernement de ne pas avoir trouvé le 2^e site, entreprennent la démobilisation en disant que "le site de la Vienne serait retenu - puisque la candidature avait été posée". Des élus ont été emmenés à La Hague voir que c'était bien propre. Une mise au point sur les circonstances du "raccompagnement" à la frontière de la Mission Granite : il n'y a eu ni débordement ni violence comme l'avaient décidé en commun les associations mais au contraire beaucoup de maîtrise de la part des manifestants. Les jeunes ont participé au service d'ordre. Les tambours qui accompagnaient le cortège se sont même arrêtés devant la maison de retraite. Derrière les tracteurs (2 km/h avec des pauses), la Mission a réfléchi à abandonner son programme du lendemain.

■ 6 - Neuvy-Bouin (Deux-Sèvres)

L'Association GRANIT (Max Alleau) : La lutte a été menée sur le terrain de février 87 jusqu'à la décision de moratoire prise par Rocard en 90. Il y avait deux associations "pacées" qui ont travaillé pendant trois ans ensemble sur le terrain : tous les comités locaux étaient réunis au sein de CIAD, et Granit recrutait plus large, au-delà du site - avec une même parole par rapport aux politiques et aux médias. Elles n'ont jamais prôné la violence mais une fermeté sans faille et ont toujours agi en public. Elles disposaient de 24 tracteurs grillagés. Des blocs de granite ont été utilisés pour murer des accès, une caravane est restée campée en observation 14 mois sur le site et tous les mouvements de l'ANDRA étaient épiés. Leurs locaux ont été vidés, murés, goudronnés, emplumés. La population était rapidement mobilisée avec le réseau téléphonique. Et jusqu'au moratoire le site a été occupé et personne ne passait plus, sauf le bus scolaire. Les élus sont venus s'ils avaient envie de venir. Avec les élections, ils finissaient par la faire ou étaient sanctionnés. Il n'y a pas eu de revendication politique du mouvement. Les Verts se sont joints mais à titre personnel. Les gens sont prêts à se remobiliser comme il y a dix ans.

■ 7 - Plouaret (Côtes d'Armor)

(Gérard Hamon) : Six cantons, cinq collectifs, celui de Plestin a été le premier et appartient au Réseau Sortir du Nucléaire. 24 conseils municipaux ont voté contre le projet mais les opposants se méfient des retournements d'élus face au Préfet. De plus la position du site à deux pas de la mer, sa ligne de chemin de fer, l'autoroute, la ligne THT et un projet bizarre de mégatransformateur pourraient intéresser l'ANDRA.

■ 8 - Quintin (Côtes d'Armor)

Le Collectif "Cœur d'Armor" (J.M. Moullieau) : L'association type 1901 existe depuis un mois et demi et compte 200 adhérents. Il fait de l'info dans les chefs-lieux des 12 cantons. Le 15 avril, la manifestation de Quintin à l'appel de la Coordination régionale a réuni 10.000 personnes. Le Collectif, aidé par le COEDRA Fougères a pris contact avec tous les conseillers généraux, régionaux, sénateurs et députés du département. Les communes ont presque toutes voté à l'unanimité contre. Beaucoup de réunions publiques ont lieu. La Mission Granite devait venir le 16 avril ; ils espéraient venir le 3 mais les RG leur ont dit que les opposants étaient au courant.

A tous les collectifs bretons

La mission a fait une visite incognito au Conseil Economique et Social de Bretagne le 17 mai à Rennes, après une 1^{re} rencontre à Paris avec un de ses membres. La coordination bretonne des collectifs d'opposition à l'enfouissement des déchets radioactifs a saisi le Président du Conseil Régional pour que soit mise à l'ordre du jour le 29 mai, la question du laboratoire d'enfouissement. La coordination bretonne appelle le Conseil Régional à débattre de ce projet, à en mesurer toutes les conséquences néfastes et inadmissibles et à prendre clairement position contre toute tentative d'implantation d'un tel laboratoire en Bretagne. Elle invite tous les collectifs bretons à venir le 29 mai prochain devant le Conseil Régional, 295 avenue du Général Patton à Rennes et appelle ses adhérents et sympathisants à être présents pour manifester leur refus et montrer la détermination des populations concernées. Pour la coordination bretonne, le COEDRA

■ 9 - Auriat (Creuse / Hte-Vienne)

L'association d'Auriat a publié une lettre dans la revue de la CLADE-Limousin dans laquelle elle annonçait sa non-venue car elle avait été échaudée dans la Coordination originelle, qu'elle ne trouvait pas assez anti-nucléaire. Cependant elle annonçait qu'elle suivrait la réunion des 29/30 avril avec intérêt. Sa lutte remonte au début des années 80. Ses membres se sont dépensés sans compter pour répondre aux sollicitations des sites voisins qui avaient besoin d'intervenants pour leurs réunions d'information.

■ 10 - Crocq - Fernoël (Creuse / Puy de Dôme)

9 cantons, 2 associations qui fonctionnent en solidarité : *Puy-de-Dôme Nature Environnement* et *Oui à l'avenir* (J-Pierre Minne) : 200 adhérents 130 militants, 36.000 signatures recueillies. Dès le 27 janvier des réunions ont eu lieu de village en village. Environ 3500 personnes ont été touchées par les réunions publiques. La visite de la Mission Granite dans le département a été annulée. Les pétitions sont utiles pour obtenir la décision de chaque conseil municipal. Les deux conseils généraux de Creuse et Puy-de-Dôme ont voté à l'unanimité leur opposition au projet. Les deux conseils régionaux ont voté également (Auvergne et Limousin) contre. Les 44 communes concernées des deux départements ont pris une motion ou une délibération contre. Il faut maintenir la pression car les revirements d'élus sont possibles. Beaucoup de solidarité et générosité rencontrée.

■ 11 - Glénat (Cantal / Lot)

Le *Comité de Défense Chataigneraie/Ségala* rassemble des élus et population sur le Cantal et le Lot (6.000 adhérents). Il s'est rendu sur d'autres sites (Bure, Clermont, Blaye). Les manifestations ont grossi, celle du 11 mars a réuni 1.200 personnes, celle du 15 avril 4.000. Le 13 mai à Aurillac, c'est 5 à 6.000 personnes qui ont amené au Préfet une motion proche de celle proposée par la Coordination nationale.

Vites, association citoyenne s'est formée il y a 18 ans lorsque Elf venait extraire de l'uranium sur le site. *"Nous ne reprendrons pas ce que nous n'avons pas donné."* Ils organisent des réunions d'information et ont participé à d'autres manifestations (Lascaux, Blaye Civaux...).

Les deux associations ont reçu José Bové qui a inauguré une stèle de granite devant la Mairie et l'école de Glénat. Elles ont arrêté la Mission Granite qui s'apprêtait à rencontrer des associations d'environnement à Toulouse. 90 conseils municipaux des deux départements se sont prononcés contre. A noter que le Conseil Économique et Social Régional d'Auvergne, à une écrasante majorité, ne souhaite pas l'abandon du projet de laboratoire. Le président du CESR Midi-Pyrénées souhaite lui aussi le débat.

■ 12 - St-Julien-le-Vendômois (Corrèze / Hte-Vienne)

L'*ASV* (Association Sauvegarde de St-Julien) n'était pas représentée, mais elle a envoyé un courrier citant François Hollande, disant "qu'ici et ailleurs, il était opposé à ce projet".

■ 13 - Piégut-Pluviers (Hte-Vienne / Dordogne / Charentes)

L'association "Terre d'Avenir" (Barbara Lémery) milite pour l'arrêt du nucléaire, et le collectif "Terre d'avenir" se limite à être contre l'enfouissement. Tous les deux portent l'information vers la population rurale. Le parc naturel régional a été créé il y a 2 ans. Plus de 13.000 signatures ont été recueillies. Terre, l'association, publie "La Châtaine Explosive" et Terre, le collectif a un site internet : www.perigord.tm.fr/nuclear/index.html

La Mission Granite qui devait venir entre mi-avril et mi-mai n'est pas passée. Les élus de toutes les communes se sont prononcés contre. Une manifestation à l'appel des deux associations a rassemblé le 14 mai 4.000 personnes à Piégut.

■ 14 - St-Barbant - Luchapt - Port-de-Salles (Hte-Vienne / Vienne / Charentes)

Le *Comité Vienne-Charente contre l'Enfouissement* (Christophe Girard) s'est constitué en 1993, lorsque Monory accueillait après Civaux, le projet de labo dans le Sud-Vienne. Le Comité est épaulé par d'autres assos du département (Stop-Civaux, UFC-86...) et adhère à la Coordination Nationale. En 98, le site est disqualifié à cause de sa géologie, mais quelques politiques, amers d'avoir perdu une bonne affaire, vou draient bien que le Gouvernement désigne un autre site granitique dans le département. Pour l'instant, il n'y a pas eu de délibération du Conseil Général sur le nouveau site. Le Conseil Général de Charentes a pris position contre. Idem pour le Conseil Régional de Hte-Vienne. On est loin de l'unanimité de 93 pour les élus *Gare à la rumeur circulant sur les autres sites qui dit que l'ANDRA ne s'installera pas chez eux puisque la Vienne est la seule candidate c'est une désinformation destinée à démobiliser les autres sites.* Trois associations locales ont déjà vu le jour. Des réunions publiques ont eu lieu dans les cantons concernés. La Mission a été accueillie par une manif; les assos qu'elles devaient rencontrer ont refusé le dialogue.

Le collectif CEDRAT invite à une réunion de travail Mardi 30 mai 20h, à la Maison du Peuple, rue Charles Michel à Limoges Pour appeler à mobiliser pour le 17 juin (à L'Isle-Jourdain).

Le "couac" de Jouac

Le village de Jouac (Haute-Vienne), 210 habitants, voudrait bien accueillir le labo d'enfouissement, mais n'a pas encore de réponse à sa demande. Les jouacois (joue à quoi?) ont peur pour leur avenir : la dernière mine d'uranium du coin doit fermer en juillet 2001, mettant au chômage une soixantaine de mineurs, et supprimant la moitié du budget de la commune. Le caractère "nucléaire" désormais acquis par la zone de Jouac fait fuir les industriels, et seul un projet du secteur de l'atome pourrait assurer la vie économique du village. Sources : *La Croix* (18 mai 2000)

Jouac a fait confiance à la Cogema, en pensant que ses activités minières, même avec un coût environnemental exorbitant, serviraient de moteur au développement économique. En fait, la seule chose qui soit durable dans l'industrie nucléaire, ce sont ses déchets toxiques, et pour des millions d'années. On comprend alors qu'un élu, privé d'informations sur le danger nucléaire et voulant sauver sa commune soit contraint à cette extrémité : encore plus de pollution et de déchets toxiques car il n'y a pas d'autre issue.

Les Verts Limousin réaffirment leur opposition à la politique colonialiste de la COGEMA, et demandent la mise sur pied d'un vrai plan d'urgence économique financée par l'industrie nucléaire (CEA, EDF, COGEMA), pleinement responsable du marasme local. Ils se félicitent de la réaction des populations de Jouac et des élus responsables qui font bloc pour faire échec à cette tentative d'enfoncer définitivement la région dans l'ornière nucléaire, et constatent que cet épisode va hâter la prise de conscience collective de la nécessité d'arrêter, enfin, cette filière énergétique. (Jean-Louis Pagès)

■ La Clade (Limousin - Thierry Lamireau) :

L'association existe depuis 1992, suite au rapport Desgraupes sur les déchets miniers qui concernaient Creuse, Corrèze et Hte-Vienne où sont déjà stockés des produits radioactifs qui ne figurent pas à l'inventaire de l'ANDRA. La Clade n'est pas en relation avec un site particulier mais propose informations, argumentaires, et vidéo à qui cela serait utile. Thierry argumente sur la nécessité d'un débat de fond sur la radio-protection, et évoque la directive Euratom, le risque d'accident majeur, rappelant que le combat contre l'enfouissement est forcément anti-nucléaire. La Clade a depuis peu son site internet : <http://mdh.limoges.free.fr/support/clade>

■ 15 - Sanvensa (Aveyron)

L'association *Serènes-Sereines* (Pierre Bateson) : Les élus ont appris par la presse le projet que la Préfecture connaissait depuis le 18 octobre. Consternation et indignation ont gagné la population. Ont suivi des réunions informelles et des manifestations. Il est important que tout vienne de la population et ne soit pas parachuté d'en haut. L'association créée le 12 mars compte un bureau élargi de 28 personnes et un bureau exécutif. Pétition de 5.000 signatures envoyée à la Préfecture et à Jospin. Création d'un livre blanc avec un comité d'élus. Engagement signé de reconduire la Mission Granite à la frontière. "Serènes sereines" a adhéré à la Coordination nationale, avec l'approbation de sa charte, et à Sortir du nucléaire. Elle propose de faire sonner le tocsin partout en France pour la nuit du 17.

L'*APSENDER* (Association de protection de l'environnement de Najac) a été créée en 1995 quand Total avait tenté d'extraire de l'uranium en Aveyron. L'*APSENDER* n'accepte pas de subventions pour conserver son indépendance. Tous les maires ont signé la motion commune. José Bové s'est déplacé à Villefranche-de-R.

La technique sereine

De retour de Neuvy-Bouin, nos élus nous ont appris qu'ils avaient reçu de la Mission Granite une plaquette couleur pour tous les conseillers, accompagnée d'une lettre les invitant à la consulter (car rappelons le, nous sommes tous mal informés et émotifs) pour venir éventuellement en parler à Paris. Le 13 mai tous les destinataires de la plaquette et Serènes sereines se sont réunis et ont décidé, d'un commun accord :

- de récupérer toutes les plaquettes qui ont été distribuées aux conseillers pour information.
- de renvoyer à la mission, en un seul paquet, l'ensemble des plaquettes regroupées par commune, accompagnées du courrier suivant :

"Messieurs, nous accusons réception du dossier d'information et de concertation que vous nous avez transmis. Chaque conseiller général, maire et conseiller municipal en a pris connaissance. Considérant que ce document ne comporte aucune information dont nous n'avions déjà connaissance, notre position reste conforme à celle de la délibération du conseil municipal du [date] dont vous trouverez copie jointe".

et de la copie de la délibération.

Le paquet a été remis à un transporteur par Obélix, en présence de la presse et des élus, élus qui ont décidé de soutenir la diffusion de la pétition et d'être massivement à la Manif du 27 mai à Rodez pour la remise de ces pétitions.

■ Cadarache (Gard)

Le **Collectif Rhodanien contre l'Enfouissement** (Hervé Grimal) s'est créé en 1993. Les réunions d'infos sur chaque commune ont souvent du faire face au piratage du CEA. Les rapports avec les élus ont été très durs et les médias sur place étaient achetés par l'ANDRA. Aujourd'hui les rapports ont changé. Le lobby des viticulteurs qui ne bougeait pas au début est à l'origine d'une mobilisation musclée. Mais 7 sites sont tout de même à l'étude (par le CEA) pour le stockage en subsurface. Le Conseil Général s'est prononcé pour le projet. Le département est très nucléarisé avec les centres de Marcoule et Cadarache. Pourtant dans l'enquête publique de 97, 70% des gens qui s'exprimaient étaient opposés au projet. Le Collectif fait intervenir deux géologues pour une étude indépendante des sites pressentis.

■ Bure (Meuse)

(Michel Marie) : Le village de Bure est à la limite de la Meuse et de la Haute-Marne, proche des Vosges, en limite des régions Lorraine et Champagne. Quatre collectifs départementaux existent : le **CDR 55**, le **CEBRA 52**, le **CENDR 88** et **CACENDR 54**. Fin 1993, les habitants ont appris, quand tout était déjà fait, qu'un labo de recherches *scientifiques* pourrait être construit. Beaucoup d'élus se sont montrés favorables intéressés par la promesse d'argent qui accompagnait le projet dans un département touché par le chômage. Toutefois, des collectifs départementaux d'élus se sont créés. Des dossiers juridiques énormes sont en cours contre le projet. Les travaux de construction ont débutés. Les 60 MF prévus pour le seul département du labo vont être aussi versés à la Haute-Marne. La faible densité de la population et la situation assez isolée du lieu rendent la lutte difficile. Le combat dure depuis longtemps.

(Nadine Schneider) : Pas de problèmes financiers mais un peu de fatigue. Le risque est que les habitants (7 au km², 180.000 dans la Meuse) ne se laissent aller à la fatalité, mais ils se ressource dans la mobilisation actuelle, qui suit l'annonce des sites granitiques.

(Corinne François) : rappelle la nécessité d'éviter l'isolement de Bure, car si on lutte contre le granite on doit aussi lutter contre Bure.

■ Soulaines-Dhuys (Aube)

Le Centre de l'Aube, le plus grand centre de stockage en surface de déchets radioactifs dans le monde, fonctionne depuis 92. Il a pris le relai du Centre de la Manche où ont été entreposés plus de 500.000 m³ de déchets radioactifs entre 1969 et 94. Le Centre de l'Aube est prévu pour stocker l'ensemble des déchets faiblement et moyennement (1/2 vie de 30 ans) radioactifs produits en France, un bric à brac provenant aussi bien de fabrications de réacteurs que de l'industrie nucléaire (blouses, bottes, gants, pièces mécaniques...). Ces déchets représentent 90% du volume des déchets radioactifs produits en France, mais seulement 10% de la radioactivité totale, concentrée dans les combustibles usés issus des centrales nucléaires. Aujourd'hui le centre de l'Andra a atteint 10% de sa capacité, prévue pour 1.000.000 de m³. Il doit fonctionner une soixantaine d'années, sauf si certaines centrales étaient démantelées (on estime que 10% des quelques 13.000.000 de m³ de matériaux de construction des centrales sont radioactifs). ... et si les réveils se mettaient à sonner ?

prochains rendez-vous :

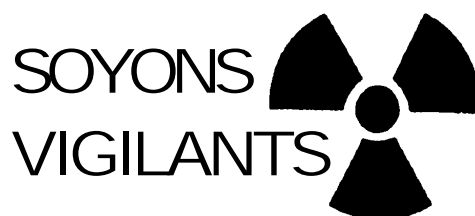
- **Samedi 27 mai** : remise nationale, dans les diverses préfectures concernées et au Gouvernement et aux Ministères, des pétitions recueillies (plus de 150.000 à ce jour), y compris Meuse et Haute-Marne. Pétitions à poursuivre et à recenser. Un compteur pourrait être installé vers Bure
- **3 juin** : Rencontre nationale des élus opposés à l'enfouissement à Niort.
- **17 au 18 juin** : NUIT nationale contre l'enfouissement des déchets nucléaires (clin d'œil à l'opacité du dossier et des méthodes employées)
- **30 juin** : Rassemblement à Millau contre la mondialisation à l'occasion du procès des membres de la Confédération Paysanne pour le démantement du Mac-Do.
- **Dès début juillet** : stopper la folie de Bure en occupant le terrain. Chacun/e est invité à y passer une journée, une semaine ou plus si affinités...



Rencontre nationale des élus

La "Coordination nationale des élus opposés aux projets de laboratoires en vue de l'enfouissement des déchets radioactifs" invitent les élus sensibilisés au problème à venir à **Niort le Samedi 3 juin** (à partir de 14h, Salle du Pt théâtre St-Florent, 202 av. de St-Jean-d'Angely), pour organiser la contre offensive politique face à l'inacceptable. La présence du plus grand nombre d'élus est indispensable, qu'ils soient adhérents ou non de la coordination des élus. Pour plus d'informations, vous pouvez contacter :

Coordination nationale des élus,
4 rue de la Varenne 55000 Varennes
Claude Kaiser - Tel + Fax : 03.29.89.80.06



quelques parlementaires :

Un groupe de parlementaires planche sur la gestion des déchets nucléaires. Piloté par J-Marc Ayrault (Nantes), Francois Dosé (député Meuse) principalement, J-Claude Daniel (député Haute-marne) aussi. Des réunions (3 mai et 17 mai) viennent d'avoir lieu à ce sujet. Pour notre part en Meuse, nous avons eu la triste occasion d'observer et de suivre l'évolution de la carrière politique de F. Dosé. Celui-ci, pronucléaire déclaré, a fait de l'histoire du "labo" de Bure un tremplin bien venu pour ses ambitions. L'homme est malin, et pratique suffisamment l'ambiguïté verbale pour qu'il nous amène Bure sur un plateau tout en donnant l'impression qu'il le combat "intelligemment". Il est en passe de devenir le *monsieur gestion des déchets nucléaires*. Il travaille avec D. Voynet à ce sujet. L'alibi réversibilité utilisé pour signer le décret d'août 99 peut provenir de leurs échanges. Proche de Rivasi au départ, leurs "chemins" semblent diverger actuellement... Aussi prudence sur le travail de ce groupe. A suivre....

quel rapport ? :

Le "rapport" de l'Andra qui est déposé en préfecture, montre que les sites ont été sélectionnés, entre autres, en évitant les zones minières, et que les gisements d'uranium sont particulièrement bien portés sur les cartes. Plusieurs sites ont fait l'objet de recherches de minerai d'uranium, il y a quelques années, des sondages ont été faits sur le terrain... nos sous-sols ne sont donc pas inconnus de l'Andra. Peut-être recherche t'elle à exploiter en même temps de nouvelles mines ? Dans ce cas, Jouac n'a guère de chance d'emporter le magot.

quelques actions :

■ **pour le 27 mai** : un communiqué de presse de la coordination nationale doit annoncer la remise des pétitions en Préfectures, ainsi que leur nombre (en parallèle avec les communiqués de chaque site) La coordination a fait une demande d'entrevue à Jospin dans une lettre qui pourrait être remise en préfecture avec les pétitions en demandant d'appuyer cette demande.

■ **pour le 17 juin** : Plusieurs idées sont avancées par tous les sites : faire sonner le tocsin, concerts de bidons, inaugurer une plaque symbolique, utiliser le feu, la lumière, faire une grève de l'électricité...

■ **délibérations** : La Coordination, dans l'objectif de faire un dossier sur les prises de position des élus et instances locales, demande de lui faire parvenir les avis des Conseils Généraux, Régionaux et les délibérations des communes de tous les sites concernés à : Coordination nationale 33 rue du Port 55000 Bar-le-Duc par courrier ou par fax au 03 29 45 45 55. Cela permettra d'établir un dossier précieux pour tous.

■ **à tous les sites** : Merci de faire connaître les actions prévues, dates des manifs, rendez-vous, bonnes idées à Gabriel. SCHNEIDER@wanadoo.fr pour le site de la Coordination, et bienprofond@free.fr. Carnet d'adresses et tous les n° de BP : <http://www.multmania.com/bienprofond>